

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre  
6 place de la Pyrotechnie  
CS 70004  
18019 Bourges

Bourges, le 04/08/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/07/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SARL MERCIER LEROY ET FILS**

9 bis route de Savigny  
18390 Moulins-Sur-Yèvre

Références : Visite ICPE du 23/07/25  
Code AIOT : 0010004797

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/07/2025 dans l'établissement SARL MERCIER LEROY ET FILS implanté 9 B RTE DE SAVIGNY 18390 MOULINS-SUR-YEVRE. L'inspection a été annoncée le 21/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SARL MERCIER LEROY ET FILS
- 9 B RTE DE SAVIGNY 18390 MOULINS-SUR-YEVRE
- Code AIOT : 0010004797
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MERCIER LEROY ET FILS a pour principale activité la récupération et le stockage de déchets métalliques, sur son site implanté sur le territoire de la commune de Moulins-sur-Yèvre. Ces installations relèvent du régime de l'autorisation au titre de la législation des installations classées et sont réglementées par l'arrêté préfectoral n°2004.1.125 du 19 février 2004 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 juillet 2013.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
7	Valeurs limites de rejet eau	Arrêté Préfectoral du 19/02/2004, article 3.1.6.3.1.	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Modalités de stockage des ferrailles	Arrêté Préfectoral du 19/02/2004, article 4.1.3.	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
2	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 19/02/2004, article 3.3.4.2.	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
3	Les eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 19/02/2004, article 3.1.2.3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
4	Isolement du site	Arrêté Préfectoral du 19/02/2004, article 3.1.3.2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
5	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 19/02/2004, article 3.5.2.3.	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
6	Ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 19/02/2004, article 3.5.7.1.2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
8	Surveillance du rejet eau	Arrêté Préfectoral du 19/02/2004, article 3.1.3.6.2	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Modalités de stockage des ferrailles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/02/2004, article 4.1.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 11/04/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 24/08/2024</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Les surfaces en contact avec les résidus doivent pouvoir résister à l'abrasion et être suffisamment lisses pour éviter l'accrochage des matières. [...]
<b>Constats :</b>  Ce point de contrôle est issu de la précédente inspection du 11 avril 2024 (pdc n°1). Il a fait l'objet du point 1 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral portant mise en demeure du 2 juillet 2024. <b>Le constat était le suivant:</b> <b>la surface d'une zone de stockage de métaux n'est pas en mesure de pouvoir résister à l'abrasion et être suffisamment lisse pour éviter l'accrochage des matières.</b>  Au jour de l'inspection du 23 juillet 2025, l'inspecteur a constaté que la zone de stockage de métaux ayant fait l'objet du constat était désormais constituée d'une benne.  Cette action permet de répondre à la prescription, de solder le constat établi le 11 avril 2024 et satisfait à la prescription du point 1 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral portant mise en demeure du 2 juillet 2024.  <b>Pas d'écart constaté.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  /
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

N° 2 : Exploitation

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 19/02/2004, article 3.3.4.2.

**Thème(s) :** Risques chroniques, Suivi des déchets

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 11/04/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 24/07/2024

**Prescription contrôlée :**

L'élimination des déchets qui ne peuvent être valorisés, à l'intérieur de l'établissement ou de ses dépendances, est assurée dans des installations dûment autorisées ou déclarées à cet effet autitre 1er du livre V du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection del'environnement.

[...]

**Constats :**

Ce point de contrôle est issu de la précédente inspection du 11 avril 2024 (pdc n° 4).

**Le constat était le suivant:**

**l'exploitant n'est pas en mesure de présenter un récépissé de déclaration valide de la société Metosfer, précisant le type d'activité réalisé pour son compte par cette société (Metosfer), (négoce ou courtage). Dans le cas d'un courtage, il conviendra de transmettre à l'inspection les actes administratifs des établissements destinataires des déchets.**

Ce point de contrôle visait a déterminer que l'exploitant s'était assuré qu'il transmettait ses déchets à des tiers agréés à les recevoir.

Ce point restait non soldé en raison de l'absence d'éléments relatifs à la société METOSFER.

Il n'était pas clairement démontré le type de prestation réalisée par cet établissement (négoce ou courtage).

Pour rappel:

L'article R541-54-1 du Code de l'environnement dispose que:

- pour une activité de négoce, le négociant est détenteur des déchets;
- pour une activité de courtage, le tiers pour le compte duquel la valorisation ou l'élimination est organisée reste détenteur des déchets.

Par mail du 8 juillet 2024, l'exploitant a transmis un courrier daté du 26 juin 2024 de la SAS Metosfer qui atteste que les métaux provenant de la Société Mercier-Leroy sont soumis à transaction sous forme de négoce.

L'envoi de ce document permet de solder le constat établi le 11 avril 2024 (pdc n°4).

**Pas d'écart constaté.**

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
/
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Les eaux pluviales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/02/2004, article 3.1.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eau
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 11/04/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 24/07/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées sont composées des eaux de ruissellement des toitures, des voies de circulation et des aires de stockage. Les eaux pluviales sont traitées par un débourbeur déshuileur à obturation automatique puis sont rejetées dans le réseau communal des eaux pluviales.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Ce point de contrôle est issu de l'inspection du 11 avril 2024 (pdc n° 6).</p> <p><b>Le constat était le suivant:</b>  <b>il n'a pas été justifié de la capacité d'obturation automatique du débourbeur déshuileur.</b></p> <p>Par mail du 8 juillet 2024, l'exploitant a complété les informations techniques relatives au débourbeur.</p> <p>Cette documentation technique précise que le séparateur est équipé d'un obturateur automatique.</p> <p>Ces éléments permettent de solder le constat établi le 11 avril 2024 (pdc n°6).</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  /
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Isolement du site**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/02/2004, article 3.1.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 11/04/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 24/08/2024</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les réseaux de collecte de l'établissement sont équipés d'obturateur ou de dispositifs d'efficacité équivalente de façon à maintenir toute pollution accidentelle sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance et facilement accessibles en cas de sinistre. [...]
<b>Constats :</b>  Ce point de contrôle est issu de l'inspection du 11 avril 2024 (pdc n° 7). Il a fait l'objet du point 2 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral portant mise en demeure du 2 juillet 2024. <b>Le constat était le suivant:</b> <b>l'installation n'est pas équipée d'un obturateur ou de dispositifs d'efficacité équivalente, de façon à maintenir toute pollution accidentelle sur le site, signalés et actionnables en toute circonstance et facilement accessibles en cas de sinistre.</b>  Par mail du 8 juillet 2024, l'exploitant a transmis un devis de la société Berry Sologne TP relatif à une offre de réalisation d'un dispositif d'obturation du réseau de collecte des eaux de l'établissement.  Au jour de l'inspection du 23 juillet 2025, l'inspecteur a constaté la mise en œuvre effective de ce dispositif. Il est clairement signalé et est identifié sur le plan de circulation.  Les actions entreprises permettent de répondre à la prescription, de solder le constat établi le 11 avril 2024 (pdc n°7) et satisfait à la prescription du point 2 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral portant mise en demeure du 2 juillet 2024.  <b>Pas d'écart constaté.</b>

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
/
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

#### N° 5 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/02/2004, article 3.5.2.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 11/04/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 24/08/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>Un contrôle est effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport de contrôle. Il est remédié à toute déféctuosité relevée dans les délais les plus brefs.</p> <p>[...]</p> <p>Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Ce point de contrôle est issu de l'inspection précédente du 11 avril 2024 (pdc n°10). Il a fait l'objet du point 3 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 2 juillet 2024.</p> <p><b>Le constat était le suivant:</b> <b>le matériel électrique n'est pas en bon état (protection différentielle défectueuse).</b> Par mail du 8 juillet 2024, l'exploitant a transmis un document intitulé "confirmation d'intervention" daté du 12 juin 2024 par lequel la société Enedis confirme qu'un technicien est intervenu sur le site de la société Mercier Leroy afin de procéder au changement du disjoncteur différentiel.</p> <p>Cette action permet de solder le constat établi le 11 avril 2024, et satisfait au point 3 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 2 juillet 2024.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>



<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
/
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

#### N° 6 : Ressources en eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/02/2004, article 3.5.7.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 11/04/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 24/08/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant dispose des ressources en eau en quantité suffisante pour faire face au scénario d'accident le plus pénalisant issu notamment de l'étude des dangers. En conséquence, l'établissement doit disposer en permanence d'un poteau incendie conforme à la norme NFS 62-213, piqué sur une canalisation débitant 120 m3/heure et situé à 200 mètres au maximum des stockages de produits combustibles.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Ce point de contrôle est issu de l'inspection du 11 avril 2024 (pdc n° 12). Il a fait l'objet du point 4 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 2 juillet 2024. <b>Le constat était le suivant:</b> <b>l'installation ne dispose pas, pour sa défense incendie, d'un poteau incendie permettant de délivrer un débit de 120 m3 par heure.</b></p> <p>Par mail du 8 juillet 2024, l'exploitant a transmis un courrier de la mairie de Moulins-sur-Yèvre daté du 13 juin 2024 par lequel le maire atteste que 2 poteaux incendie peuvent, concernant le risque incendie de la SARL Mercier Leroy et Fils, alimenter plus de 120 m3/ heure:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le premier n°1 situé dans le bourg route de Sainte Solange face au n°3: 103.2 m3/h</li> <li>• le deuxième n°6 situé rue Paul Fabre face au n°7: 58.5 m3/h</li> <li>• que ces deux poteaux se situent dans un périmètre de moins de 200 mètres.</li> </ul> <p>L'objectif requis par la prescription du point 4 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 2 juillet 2024 est satisfait, l'installation dispose à moins de 200 mètres de ressources en eau incendie en mesure de fournir un débit d'au moins 120 m3/ heure.</p> <p>L'inspection note que cette disposition permet de répondre au débit prescrit dans l'arrêté</p>

préfectoral opposable à l'installation, et considère que cette action satisfait au point 4 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 2 juillet 2024.

Toutefois, le débit nécessaire est fourni par 2 poteaux distincts au lieu d'un seul.

Cette disposition est recevable mais nécessite une adaptation de l'article 3.5.7.1.2 de l'arrêté préfectoral du 19 février 2004.

Par mail du 29 juillet 2025, l'exploitant a sollicité auprès du préfet du Cher une demande de modification en ce sens.

Dans l'attente de l'instruction de cette demande, le constat établi le 11 avril 2024 est maintenu, mais il ne nécessite pas d'action supplémentaire de l'exploitant à ce stade.

**Constat:**

**Pas d'observation de l'inspection, en attente de l'instruction de la demande d'adaptation de prescription.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

/

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

**N° 7 : Valeurs limites de rejet eau**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 19/02/2004, article 3.1.6.3.1.

**Thème(s) :** Risques chroniques, eau

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 11/04/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 24/07/2024

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ainsi que les modalités de surveillance où d'autosurveillance des effluents ci-dessous définies:

- Hydrocarbures totaux: 5 mg/l
- MES:35 mg/l

**Article 17 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018**

(VLE pour rejet dans le milieu naturel)

Les effluents susceptibles d'être pollués rejetés au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes.

1 - Matières en suspension totales (MEST), demandes chimique en oxygène (DCO)	/
Matières en suspension totales (Code SANDRE : 1305)	/
flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j	100 mg/l
flux journalier maximal supérieur à 15 kg/j	35 mg/l
DCO (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1314)	/
flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg/j	300 mg/l
flux journalier maximal supérieur à 50 kg/j	125 mg/l

2 - Substances spécifiques du secteur d'activité  
(uniquement dans le cas où l'information préalable mentionne le risque de leur présence)

*(voir le tableau complet des paramètres listés à ce paragraphe non reproduit dans ce document).*

#### **Constats :**

Ce point de contrôle est issu de l'inspection du 11 avril 2024 (pdc n° 9).

#### **Le constat était le suivant:**

les valeurs limites en concentration du paramètres MES sont supérieures aux VLE autorisées (40 mg/l mesuré, VLE: 35 mg/l). La DCO et les métaux présents sur le site n'ont pas fait l'objet de mesures dans les rejets aqueux.

Par mail du 3 août 2024, l'exploitant a transmis le rapport du laboratoire Terana rédigé le 2 août

2024.

Ce rapport d'analyse comprend l'ensemble des paramètres requis, et la concentration du paramètre MES est mesurée égale à 20 mg/l, inférieure à la VLE (35 mg/l).

Le constat établi le 11 avril 2024 pdc n°9 est soldé.

Toutefois, ce rapport appelle d'autres remarques:

Il est observé un dépassement en concentration du paramètre Zinc: 6 mg/l pour une VLE à 0.8 mg/l si le flux est supérieur à 20g/j. Toutefois le flux en zinc n'a pas été mesuré.

L'exploitant explique ce résultat par la proximité de la benne de stockage du zinc du collecteur des eaux pluviales, et l'absence de bâche sur cette benne.

Il indique prévoir des mesures de gestion de ce stockage. Il n'écarte cependant pas la cause de ce résultat par un autre stockage de métal composé d'un alliage de zinc qui pourrait être plus sensible à un rejet par ruissellement; il s'engage à prendre toutes dispositions pour remédier à cette situation.

**Constat:**

L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que la concentration du paramètre Zinc est inférieure à la VLE autorisée, le flux de ce paramètre n'ayant pas été mesuré (mesuré: 6mg/l VLE: 0.8 mg/l si le flux est supérieur à 20g/j).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 60 jours

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/02/2004, article 3.1.3.6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eau
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant réalise, dans les 6 mois suivant la notification du présent arrêté puis tous les 5 ans, un contrôle du point de rejet de l'établissement. Les paramètres à analyser sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pH;</li> <li>- MES;</li> <li>- Hydrocarbures totaux.</li> </ul> <p>[...]</p> <p>Article 20 de l'arrêté du 6 juin 2018 (Mesures périodiques)</p> <p>Une mesure des concentrations des différents polluants visés aux articles 17 et 18 est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent article.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Ce point de contrôle est issue de l'inspection du 11 avril 2024 (pdc n°8).</p> <p><b>Le constat était le suivant:</b>  <b>article 20 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018: Une mesure des concentrations des différents polluants visés aux articles 17 et 18 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 n'est pas effectuée au moins tous les ans.</b></p> <p>Par mail du 3 août 2024, l'exploitant a transmis le rapport d'analyse des rejets d'eau de l'installation réalisé le 16 juillet 2024 (laboratoire Terana).</p> <p>Cette action permet de régulariser le défaut de périodicité annuelle. La prochaine analyse devant intervenir d'ici fin juillet 2025.</p> <p>Le constat établi le 11 avril 2024 (pdc n°8) est levé.</p>

<b>Pas d'écart constaté</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  /
<b>Type de suites proposées : Sans suite</b>